

# BIODIVERSITÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



**Pour la première fois, le rapport d'un gouvernement européen fait état du lien étroit entre la disparition de la biodiversité mondiale et la sécurité d'un pays**

**A**u départ considéré comme trop « négatif », ce rapport, daté de 2025, est resté confidentiel et sa diffusion bloquée par le gouvernement du Royaume Uni, jusqu'à ce 29 janvier, lorsqu'une requête officielle, faite par une association écologiste, force le gouvernement anglais à le rendre public.

En soi cette publication n'apporte rien de très nouveau, puisqu'elle fait la synthèse de rapports scientifiques récents déjà existants.

.... Non, ce qui en fait un évènement extraordinaire est que, pour la première fois, le gouvernement d'un grand pays reconnaît officiellement le risque de pénurie pesant sur l'alimentation de sa population, risque causé par la destruction d'écosystèmes ailleurs dans le monde.

Dans ce document, les équipes gouvernementales anglaises font une analyse de risques à partir des évolutions actuelles des écosystèmes globaux. Par ailleurs, il met noir sur blanc le fait que le Royaume uni est fortement dépendant des flux mondiaux de produits agricoles pour son approvisionnement.

En analysant les origines de ces produits importés, les auteurs ont déterminé les écosystèmes critiques dont dépendaient ces productions et concluent : « les écosystèmes critiques qui sous-tendent les zones produisant la majeure partie de l'alimentation mondiale et impactent le climat mondial, l'eau et les cycles météorologiques, sont primordiaux pour la sécurité nationale du Royaume Uni ». Il faut noter que le texte ne mentionne pas seulement la sécurité alimentaire mais la sécurité nationale du pays dans son ensemble (!).

Les craintes des rapporteurs se portent sur la dégradation de ces milieux et sur leurs disparitions mettant à risque l'approvisionnement en eau potable, provoquant des diminutions importantes de récoltes dans les pays concernés, une réduction de terres arables sur l'ensemble du globe, un effondrement de la pêche, la libération de CO<sub>2</sub> actuellement piégé dans les puits de carbone, l'émergence de nouvelles zoonoses et la perte de sources pharmaceutiques potentielles.

Le rapport mentionne également les effets potentiels « de la destruction en cascade de ces écosystèmes sur l'instabilité géopolitique, l'insécurité économique, les conflits, les migrations, et la compétition croissante inter-états pour les ressources ».

### Les différents écosystèmes cités comme cruciaux pour le pays dans le rapport :

- les forêts tropicales de l'Amazonie et du Congo ;
- les forêts boréales ;
- la chaîne de l'Himalaya ;
- les récifs de coraux de l'Asie du Sud-Est (le « triangle de corail ») ;
- les mangroves.

En conclusion, les spécialistes du gouvernement anglais estiment que l'impact de l'évolution du climat sur les écosystèmes planétaires pourraient déclencher une compétition mondiale pour l'alimentation, ce qui pourrait amener le pays à ne plus pouvoir garantir la sécurité alimentaire sans une augmentation importante de la production agricole locale et une amélioration de la résilience des circuits logistiques.

### La perte de biodiversité

La biodiversité, c'est la garantie de l'équilibre des écosystèmes et de leur conservation. Elle tient évidemment une place importante dans l'étude.



D'après de nombreux travaux, dicit le rapport, la production de nourriture est la première cause de perte de biodiversité sur la terre. Au fur et à mesure de la croissance de la population, qui atteindra 9,7 milliards en 2050, l'impact de cette production va s'intensifier et produire suffisamment de nourriture de façon soutenable, va devenir un vrai défi.

**Les principaux rapports qui servent de base à la publication du rapport britannique.**



### Les points de bascule (« tipping points »)

Il est important de comprendre les mécanismes que les scientifiques décrivent dans leurs scénarios. De façon contre-intuitive, les conséquences des gaz à effet de serre (GES) sur le climat ne suivent pas une progression linéaire. Ils ne sont pas non plus réversibles. Explications.

Le climat planétaire est un système complexe. Il évolue par palier, en fonction de nos émissions, d'état stable en état stable. Les scientifiques ont identifié un certain nombre de points d'inflexion qui amènerait notre climat à basculer vers un nouvel état stable. L'arrêt de l'AMOC, ce courant océanique géant qui amène les eaux chaudes des tropiques vers les pôles et assure ainsi la « climatisation » des latitudes tempérées de l'hémisphère nord est un de ces points de basculement. Le nouvel état climatique, si cette bascule venait à se produire, diviserait par deux les surfaces agricoles de l'Europe de l'Ouest et des États-Unis, qui se retrouveraient dans un climat polaire impropre à toute culture.



Et si nous trouvions un jour des rayons vides dans notre supermarché ?

Cet évènement aurait aussi d'autres conséquences importantes telle la disparition de certaines moussons qui, on le sait, sont les seules sources d'eau pour certaines régions du monde.

Les changements d'état du climat mondial ne sont pas réversibles. Il ne servirait plus à rien d'essayer d'enrayer la montée des taux de GES dans l'atmosphère une fois les premiers points de bascule franchis, le nouvel état atteint serait un nouvel état stable, pour des dizaines de milliers d'années probablement. A contrario, une diminution immédiate des taux de GES permettrait d'éloigner la menace.

### Quid de la France ?

Le rapport le mentionne clairement : l'analyse de la situation faite par les services gouvernementaux anglais est applicable à pratiquement tous les pays, même si les risques sont différents selon les régions.

La situation en France est essentiellement observée au travers de la fameuse « balance commerciale », laquelle est le résultat des choix faits par l'industrie agro-alimentaire en fonction du profit potentiel. À titre d'exemple, les Français consomment environ 460 000 tonnes de beurre, nous en produisons 354 000 tonnes, en importons 175 000 et en exportons 68 000 alors que nous vendons par ailleurs 10 000 000 000 de litres de lait ! (lesquels permettraient de produire 45 000 tonnes de beurre). Bien que la « balance commerciale » soit positive, nous sommes dépendants des productions d'autres pays pour notre alimentation en beurre, sans compter l'effet de ces échanges contre-productifs (pas pour tout le monde !) sur l'environnement, la santé (application des normes) et... sur les prix !

Au total, près de 71 % des fruits que nous consommons sont d'origine étrangère, contre 28 % pour les légumes ; plus de 80 % des produits de la mer sont importés ; 53% de la viande ovine ; 42 % pour les poulets ; 20 % pour la viande bovine ; 10 % de blé tendre ; 92 % du riz et quasiment 100% des amandes (domaines dans lesquels nous étions exportateur au siècle dernier). À part les céréales (hors riz) nous sommes donc très largement dépendants de nos importations, au contraire de ce que laisserait penser la balance agricole commerciale largement positive... en valeur.

Cerise sur le gâteau, la production céréalière est elle-même quasiment totalement dépendante d'importation d'engrais : 95,1 % des minéraux rentrants dans la composition de nos engrais viennent de l'étranger.

Contrairement à d'autres pays, et fort de sa « balance commerciale positive » la France n'a pas mis en place de stocks alimentaires stratégiques ni développé de solutions d'alimentation locales, ou de sécurisation des circuits logistiques de l'alimentation comme le souhaiteraient de multiples associations sur le territoire.

Denis GADOT  
egavar.alsace@gmail.com

Sources :  
<https://egavar.fr/sources-fruits-et-abeilles/>